

OPENLUX

OPENLUX

Juste une petite tempête ?

Luc Caregari

Alors que la poussière retombe, que les polémiques se sont calmées et que le cycle des informations a tourné, le temps est venu de profiter du recul et de regarder ce que l'enquête OpenLux a vraiment apporté au Luxembourg.

Quand le pirate Sven Clement a loué la stratégie gouvernementale face à OpenLux, il n'était pas l'unique député à se comporter ainsi à la tribune, mais bien le seul à s'y connaître en matière de marketing - vu qu'il a cofondé la boîte de conseil en communication et marketing Clement & Weyer. S'il est vrai que cette fois-ci les autorités ne se sont pas fait prendre le pantalon sur les genoux, comme c'était le cas encore en 2014 à l'explosion des Luxleaks, il est pourtant intéressant de voir que tant pour la majorité que pour l'opposition - à l'exception notable de Déi Lénk -, le problème posé par ce type d'enquêtes journalistiques se réduit avant tout à une question d'image.

Une attitude encore renforcée par certains médias, ceux de Maison Moderne en tête. Ainsi, dans un extrait

d'une interview encore à paraître dans le numéro de mars du magazine Delano, enregistrée avant le dévoilement de l'enquête OpenLux, Pierre Gramegna met en avant le récit bien rodé d'une conspiration contre le Luxembourg : « Je pense qu'il faut intégrer que certains sont surpris de voir que nous fonctionnons toujours aussi bien en tant que centre financier. Alors ils essaient évidemment d'utiliser cette mauvaise image que nous avons, ou cette image floue, je ne dirais pas une mauvaise image, une image floue que nous avons autrefois pour des raisons de concurrence. (...) Nous sommes définitivement au même niveau que toutes les capitales et places financières européennes. Certains pensent que c'est parce que nous trichons, sur la transparence, sur les questions fiscales : ils ont tort. »

Qui sont ces « ils » ? Des journalistes téléguidés par des places financières étrangères ? Le woxx, frustré par l'absence d'annonces provenant de la place locale, serait-il à la solde de Paris, Francfort ou Bruxelles ? Ces accusations sont aussi fallacieuses

qu'absurdes. Tous les centres financiers du monde ont leur lot de scandales : il n'y a qu'à regarder en Allemagne, où après la débâcle Wirecard, le prochain gouffre s'ouvre avec German Property Group - une pyramide de Ponzi potentiellement énorme passée aisément sous les radars de la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht.

Aveux de faiblesse de la part du Luxembourg

Mieux encore, le fait que le ministre de la Justice a déclaré vouloir renforcer les pouvoirs des Luxembourg Business Registers (LBR) et leur donner le pouvoir de sanctionner celles et ceux qui font de fausses déclarations, voire transmettent des données incomplètes, constitue aussi un aveu de faiblesse du système. Jusqu'ici, ces manquements passaient tous par le parquet - qui en a quelque 19.000 à traiter. Avez encore, le fait que Sam Tanson a aussi exprimé sa volonté de mieux encore équiper l'appareil répressif et d'enquête contre le blanchiment.

Finalement, le fait que la cellule de recherche financière (CRF) a ouvert une douzaine de dossiers suite à l'enquête OpenLux est la preuve que ce n'était pas une opération de propagande ennemie, mais qu'elle avait de la vraie substance.

Interrogée par le woxx, Diane Klein, du service de presse du parquet, a indiqué ne pas pouvoir donner les noms des personnes ou sociétés dans le viseur de la CRF après OpenLux ni donner des détails sur les critères employés par la cellule pour identifier les cas qu'elle entend vérifier. Vu que les cas de blanchiment décrits dans toute l'envergure du projet OpenLux sont bien plus nombreux qu'une douzaine, cela aurait pourtant été intéressant de savoir. Il ne restera qu'à éplucher régulièrement les feuilles d'audience du parquet pour détecter les cas reliés à OpenLux - et cela prendra du temps.

Entre-temps, il faudra aussi laisser au Luxembourg le temps d'assumer ses responsabilités dans la lutte contre le blanchiment. Parmi les cas décrits dans l'enquête, certains ne sont pas discutés dans la presse na-

PHOTO : PATRICK GALBATS



OpenLux a démontré encore une fois que la place financière continue à attirer des personnes malhonnêtes - au lieu d'essayer de faire disparaître ces soupçons à coups de marketing, le Luxembourg ferait mieux de renforcer ses gardes.

tionale et pourtant sont aussi inquiétants qu'importants. Que le LBR se contente de googler les noms des bénéficiaires effectifs ou que la « compliance » du barreau les fasse passer par des banques de données spécialisées, il est incompréhensible qu'Alejandro Betancourt Lopez, par exemple, ait pu passer à travers les mailles du filet. Le businessman vénézuélien et jet-setteur bien connu a déjà fait l'objet d'accusations de blanchiment. Dans l'article publié par l'OCCRP et le « Miami Herald », les journalistes ont réussi à avancer là où d'autres enquêteurs ont dû s'arrêter. Selon un rapport de Transparency International, Betancourt et ses associés auraient surfacturé de presque 3 milliards de dollars un contrat conclu entre son groupe Derwick Associates et le gouvernement de Hugo Chavez, avant d'écouler l'argent dans une nébuleuse de firmes internationales à la Barbade, Panama et Luxembourg en passant par des comptes bancaires suisses.

Dans le registre des bénéficiaires effectifs (RBE) luxembourgeois, quatre firmes avec des liens menant vers

l'empire Derwick sont enregistrées au nom de Betancourt. Certaines pour investir dans du pétrole au Canada, une autre pour une banque en Afrique de l'Ouest. Toutes sont au milieu de ce que les journalistes appellent des « manœuvres hautement questionnables », avec des transferts qui ne font pas du sens et si les bénéficiaires ne veulent pas qu'on en comprenne l'origine. Un autre signal qui aurait dû alerter les autorités est que, en novembre 2019, la société de domiciliation de trois des sociétés, Altea, a dénoncé les contrats et s'est retirée. Si cette dernière n'a pas voulu commenter, il est connu que pour qu'une telle rupture de contrat se produise, il faut de solides soupçons.

Des soupçons de blanchiment solides

Mais il ne faut pas changer de continent pour trouver que la place financière luxembourgeoise est aussi utilisée pour des aventures criminelles. Comme le prouve le scandale Wirecard. Le site de paiement en ligne, au cœur d'un scandale po-

litique et économique en Allemagne, avait aussi une succursale au Luxembourg. La faillite de la société mère après que le scandale a éclaté n'est pas une nouveauté. Pourtant, les OpenLux ont recraché une autre structure qui a priori n'a rien à voir avec la branche luxembourgeoise. Début septembre 2019, une soparfi est fondée au nom de Luxembourg Investment Company 326 sàrl. À l'immatriculation, aucun nom n'apparaît - l'entité est fondée par l'associé Intertrust et administrée par RCS Management. Mais quelques semaines plus tard, l'associé change et devient la Wirecard AG, sise à Munich, et la gérance passe à deux hommes d'affaires allemands. L'entité change aussi de nom et devient WD Invest sàrl. S'il est difficile de voir à quoi cette soparfi aurait bien pu servir - puisqu'elle n'a jamais publié de bilan -, le RBE identifie un seul bénéficiaire : Markus Braun, président du conseil d'administration de Wirecard, qui se trouve en ce moment en détention préventive. Contrairement à son collègue Jan Marsalek, qui lui est toujours en fuite. La WD Invest a été déclarée en faillite

par un jugement du 29 juillet 2020 - le jugement retient que la société « a cessé ses paiements et que son crédit est ébranlé ». Certes, Markus Braun n'est pas le seul bénéficiaire effectif de WD Invest, mais il a été identifié en tant que manager, puisqu'il n'y a pas de mention des parts qu'il détient - cela démontre que le système du RBE a ses failles : si les vrais bénéficiaires étaient connus-e-s, cela aiderait probablement à lever une partie du mystère.

Certes, OpenLux n'a pas été le tremblement de terre Luxleaks - et ce n'était pas le but. Que le Luxembourg se fasse accuser d'être un paradis fiscal à cause de son opacité est un phénomène qui ne se laissera pas contrer par du marketing. Il faudra à la place financière et à la politique une approche différente : plus d'écoute face aux critiques de la presse et aux analyses des ONG et autres acteurs de la société civile serait un bon début.